LE BARREAU DE PARIS.¹

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs: Je sens avec une force singulière comment les paroles qui viennent d'être prononcées sont tout à la fois pour susciter une renaissance infinie et pour en décourager l'expression. Comment remercier de l'émouvante évocation dans laquelle ont paru revivre les grandes journées de Paris? Le barreau français a enregistré comme l'une des heures les plus mémorables de son histoire: celle où, l'an dernier, il eut l'occasion d'accueillir ses confrères d'Amérique, venus à lui sous la direction du grand serviteur de l'Etat dans les plus hautes charges, du jurisconsulte éminent, de l'homme enfin qu'est au sens le plus complet et le plus élevé du mot M. Hughes, alors et ce soir encore Président de l'American Bar Association.

J'ai tenu pour un des plus grands honneurs de mon Bâtonnat d'avoir pu à Paris lui souhaiter la bienvenue; j'ai voulu que l'un des derniers actes de ma vie à la tête du barreau fût de me faire auprès de vous l'interprète de sa gratitude inaltérable et de la fidélité de sa pensée.

C'est une impression profonde que de pénétrer dans une réunion d'honneur comme la vôtre.

Elle serait saisissante du seul fait de cette multitude de serviteurs de la loi, accourus ici de tous les points et jusque des extrémités d'un territoire grand comme un monde, pour tenir ici les assises du droit qui étend sur ce monde son tutélaire rayonnement.

Mais elle grandit étrangement si l'on songe à la place éminente que les légistes ont tenu, à toutes les époques de son histoire, dans la démocratie américaine.

Lorsque, voici près d'un siècle, Tocqueville essayait de dégager pour notre vieille Europe les leçons nouvelles de votre jeune République, entre ses traits les plus caractéristiques, il notait le rôle qui y était réservé aux hommes de loi. Et, venant à se demander ce qui pouvait y tempérer l'un des plus grands périls de la démocratie, à savoir cette tyrannie possible des majorités, à laquelle M. Hughes faisait hier matin une si éloquente allusion, Tocqueville ne lui voyait de contrepoids que dans leur esprit, dans leur action, dans l'esprit et dans l'action du pouvoir judiciaire. C'est lui qui

¹Address of M. Fourcade, Bâtonnier of the Paris Bar, before the American Bar Association at its Annual Meeting, 1925.

a écrit: "l'Aristocratie américaine est au banc des avocats et sur le siège des juges."

Le temps, qui inflige souvent de si cruelles rectifications aux opinions des hommes, a donné à celle-là sa solennelle consécration.

Et tandis que de toutes parts il apparaît à l'évidence aux hommes qui pensent qu'il y a dans le monde, à côté d'une crise générale, une crise particulière des démocraties, ils lèvent instinctivement les yeux vers le grand pays, qui, riche d'une plus longue histoire dans les réalisations démocratiques, apparaît comme le dépositaire naturel des secrets de leur vitalité. Et c'est pour eux, qu'ils aiment ou non à l'entendre, qu'ils s'y montreraient dociles ou rebelles, c'est pour eux un grand enseignement que le pays où la démocratie a paru présenter les plus sûres garanties de stabilité et les plus riches espérances d'avenir soit aussi celui où le pouvoir judiciaire n'a cessé de grandir en influence et en activité; que ce soit le pays, où, très au-dessus des volontés éphémères et changeantes des Assemblées, s'élève la Constitution qui les a précédés, qui leur survit, et qui continue de garantir à chaque citoyen les libertés qui lui ont été originellement promises; où sur la plainte d'un seul d'entre eux, la Cour suprême a le droit magnifique de confronter la légitimité de cette plainte avec la légitimité de la loi elle-même et de rappeler qu'il est, dans un pays vraiment libre, une loi pour la loi elle-même; et où ce soit l'honneur immortel de cette haute juridiction d'avoir toujours égalé son autorité morale à la grandeur de son pouvoir légal.

Ce doit être en vérité une heure incomparable que celle où l'avocat élève ainsi le débat jusqu'au conflit des principes sur lesquels a été assise la vie nationale avec des dispositions qui provisoirement au moins ont revêtu la majesté de la loi, et se peut en même temps rendre le témoignage que, bien loin de porter atteinte à cette majesté, il l'assure davantage en la protégeant contre des erreurs passagères.

Nous n'avons pas en France l'occasion d'engager de pareils débats. Mais ce n'est pas à dire que les occasions ne s'offrent, trop nombreuses, à l'avocat de défendre contre la rigueur des lois empreintes des passions des hommes les grandes vérités qui sont la raison d'être de la vie. Aucune juridiction sans doute n'a le pouvoir d'infirmer une disposition votée par la majorité des deux chambres, mais la tâche n'est que plus ardue, plus délicate, et elle a la même noblesse, qui s'emploie à atténuer l'effet d'une loi, à en restreindre la portée à ce qui est strictement inévitable, et à obtenir de la conscience des juges un peu de ce que vous assure la loi.

Partout les avocats sont appelés à être, en même temps que les défenseurs du droit, et parce qu'ils sont les défenseurs du droit, les gardiens de la liberté. C'est auprès d'eux que toute menace rencontre une résistance, toute oppression une révolte, toute injustice une létrissure et un obstacle.

Hier même, dans son beau discours, Lord Buckmaster évoquait devant nous Malesherbes, qui, après avoir lutté de toute son énergie contre ce qu'il tenait pour les erreurs ou les abus du régime monarchique, lorsque son roi fut traduit devant le tribunal révolutionnaire, vint mettre à son service les dernières forces de sa vieillesse et les derniers accents d'un talent qui n'avait pas vieilli. Malesherbes paya de sa vie sa généreuse témérité, car la tyrannie des rois est peu de chose à côté de celle des démagogues. C'est la gloire des barreaux de tous les pays que les Malesherbes ne soient pas des exceptions dans leur histoire, et qu'en poussant jusqu'à l'héroïsme l'accomplissement de leur devoir, ils n'aient paru que répondre à l'idée que nous nous faisons de ce devoir.

Dans la recherche des meilleures conditions pour développer et entretenir chez les avocats, en même temps que la flamme sacrée de l'idéal, les vertus professionnelles et la discipline qui constituent la garantie des juges et celle des plaideurs, les divers pays ont réalisé des conceptions différentes.

Parlant devant des avocats d'Amérique, à qui il est venu porter le salut de ses confrères de France, de quoi le Bâtonnier pourrait-il vous parler sinon de ces confrères eux-mêmes, et de l'idée que l'on s'est faite dans la tradition de notre barreau des exigences de la profession?

Je serai d'autant plus excusé de le faire que cette idée est tout-à-fait particulière à notre barreau, et qu'elle constitue, non pas certes notre supériorité, — toutes les conceptions ont fait leurs preuves d'efficacité,—mais notre originalité.

L'Ordre des Avocats de Paris est sorti, dans sa Constitution actuelle, d'une tradition lentement et continuellement élaborée durant cinq siècles. Le législateur est très rarement intervenu, et ses interventions ont à l'ordinaire éveillé les susceptibilités du barreau plus qu'elles n'ont incliné son assentiment. Il a pris le parti le plus sage en consacrant, par une disposition générale, les usages de l'Ordre. Aussi ne peut-on entreprendre de résumer notre histoire en la divisant en périodes caractéristiques; il n'est possible de rien détacher d'une évolution à peine sensible, et où dans les transformations mêmes la prudence de nos pères a voulu éviter jusqu'aux

apparences du changement. Dans ses grandes lignes, l'Ordre était, dès avant la révolution, constitué à peu près comme aujourd'hui.

Lors de la révolution, le vent qui soufflait en tempête ne pouvait respecter une institution aussi traditionnelle. On annonça de tels changements, et notamment de telles facilités d'entrer dans la profession que les meilleurs amis de l'Ordre des Avocats préférèrent accepter l'idée de sa suppression; vingt ans durant après 1790 le barreau n'a pas eu d'existence légale.

Le barreau a ce destin honorable entre tous que, quand il existe, on se plaint de son indépendance et que quand il n'est pas, on s'aperçoit que quelque chose, et quelque chose d'irremplaçable, manque à l'œuvre la justice.

Quelques années à peine de ce régime de fausse liberté et tout le monde redemandait les avocats disparus. C'est aux membres de l'Ordre dispersés qu'allait la confiance des plaideurs, et peu à peu on les vit se reconstituer en groupements sans aucun caractère légal, mais forts de leur autorité morale et, à défaut d'autre privilège, ayant celui d'un crédit incontesté. Les barreaux étaient en réalité rétablis en fait dans beaucoup de villes quelques années après la Révolution; plusieurs étaient célèbres, avant d'avoir le droit d'exister.

Ce droit leur fut reconnu le 2 décembre, 1810, par Napoléon. Napoléon n'aimait pas les avocats; sa conception de l'autorité ne se pouvait accommoder de leur indépendance, mais c'est la marque de son génie qu'il sut reconnaître les grandes nécessités sociales et l'un de nos grands sujets d'orgueil que celui qui ne nous aimait pas ait avoué que nous étions une de ces nécessités.

Le décret de 1810, qui nous rétablissait, nous imposait encore des contraintes. Mais qu'importe! Laisser des avocats se reconstituer et penser qu'ils ne sauront pas atteindre à leur pleine liberté serait une chimère.

L'ordonnance de 1822, rendue au rapport d'un ministre qui était avocat, abrogea les restrictions du décret de 1810 et ne crut pouvoir mieux faire, en arrêtant notre organisation, que de donner aux usages du barreau la consécration légale. Depuis, un décret de 1920 a réorganisé la profession, sans y introduire de modifications essentielles. Beaucoup de gens désiraient condenser nos règles en une disposition d'ordre gouvernemental. On l'a essayé. Personnellement, j'admire cette foi aux textes et cette confiance dans la stabilité qu'ils donnent à une institution en un temps où s'est si terriblement affirmé le caractère éphémère des législations! Je persiste à croire que notre vraie force est en nous, dans notre

tradition, dans notre fidélité à cette tradition et dans le soin avec lequel nous veillerons sur le dépôt sacré que nos ancêtres nous ont transmis.

A la tête de l'Ordre est un Bâtonnier. Il a été longtemps élu par les seuls membres du Conseil de l'Ordre, qui, eux, étaient élus par le suffrage universel de leurs confrères; à deux reprises, et en dernier lieu en 1870, dans les derniers mois du second Empire, l'élection du Bâtonnier a été confiée à l'Ordre tout entier. Les stagiaires seuls ne prennent pas part au vote. L'élection a lieu à la majorité absolue; toutes nos élections se font ainsi, et il n'y a jamais d'élu à la majorité relative. L'autorité de l'élu s'accroît d'autant. Laissez un Bâtonnier, près de résigner sa charge et qui vient d'en faire preuve pendant deux ans, vous dire l'impression profonde qu'il garde de l'autorité dont l'Ordre investit son chef. Je lisais ces derniers temps avec admiration la conférence que M. Beck prononçait le 21 août, 1921, à la Session de l'American Bar Association, sur la révolte contre l'autorité, et c'est merveille de voir comment ces hommes, si prompts à l'indépendance, s'inclinent volontiers devant celui qu'ils ont choisi.

Le Bâtonnier est élu pour un an. Mais il peut être réélu, et il l'est ordinairement pour une seconde année.

Il est assisté d'un Conseil de l'Ordre élu par l'Ordre tout entier et qui est composé de 24 membres; les anciens Bâtonniers sont à l'ordinaire parmi les élus; ils ont le privilège d'être rééligibles tant qu'ils demeurent dans la profession; un usage qui d'ailleurs remonte à une date relativement récente veut que les autres ne soient en principe réélus que pendant quatre ans consécutifs. Si je veux vous donner une idée du prix qui s'attache à une élection au Conseil de l'Ordre, je ne pourrai sans doute rien dire de mieux que ceci: "Nos deux derniers présidents de la République, MM. Poincaré et Millerand, quand ils ont été hors de charge, ont eu comme premier souci celui de solliciter le suffrage de leurs confrères.

L'Ordre comprend environ 1,500 avocats inscrits au tableau. Leur réunion constitue l'Assemblée générale de l'Ordre qui procède aux élections. Ils sont en outre répartis en vingt groupes, appelés colonnes, à la tête desquels est un membre du Conseil de l'Ordre, et qui, deux fois par an, se réunissent pour donner leur avis sur les questions intéressant la vie professionnelle. Ils expriment des vœux, mais c'est le Conseil de l'Ordre qui seul peut prendre des décisions.

Avant l'inscription au tableau, il faut avoir rempli trois ans de stage au moins, cinq ans au plus. Et si le Conseil estime que

les conditions du stage n'ont pas été remplies, il peut refuser l'admission au tableau.

La question des meilleures conditions à imposer pour le stage est évidemment l'une des questions primordiales de tous les barreaux. J'ai vu qu'elle avait, dans cette Session même, appelé toute l'attention de l'American Bar Association, et j'ai été très intéressé par les suggestions proposées. Si la préparation de l'avenir est le problème essentiel dans toute institution humaine, il prend un caractère plus pressant, plus impérieux, plus angoissant en un temps où jamais ne fut plus grande l'incertitude du lendemain et l'instabilité des choses. Beaucoup pensent à imposer à la jeunesse des exigences nouvelles de capacité, contrôlées par des examens. En France même, la solution est vivement préconisée. Et il est trop vrai en effet que tous les jeunes gens que tentent les grands horizons de la profession n'apportent pas à la conquête de l'avenir toutes les réserves nécessaires de savoir, toutes les justifications nécessaires du travail.

Avouerai-je que j'ai une foi modérée dans les examens? Ce qu'il faudrait, c'est la formation morale du stagiaire; là comme ailleurs l'essentiel est dans la culture profonde de l'âme humaine: le jour où l'éducation de la conscience est complète, c'est elle qui se charge de rappeler au stagiaire l'obligation de l'étude et du labeur persévérant. Et cette culture morale, les jeunes doivent la rechercher dans la collaboration avec les meilleurs de leurs anciens; à ceux-ci de prendre à leur tour conscience de leurs responsabilités dans l'élaboration de l'avenir. On se plaint un peu partout de l'indiscipline des jeunes générations, de leur esprit frondeur et destructeur; prenons garde que la faute n'en soit trop souvent, pour une large part, à leur éducation!

Les conditions strictement obligatoires du stage sont au nombre de deux; les stagiaires doivent trois fois par an se réunir en groupes présidés par un membre du Conseil de l'Ordre, et étudier avec lui les règles de la vie professionnelle: ils doivent toutes les semaines assister à la Conférence du Stage. La Conférence du Stage est un concours institué sous la forme d'une discussion contradictoire sur des questions de droit.

C'est la plus douce des prérogatives du Bâtonnat que de présider ces concours, d'assister à l'éveil des jeunes talents, encore incertains d'eux-mêmes, de les encourager ou de les avertir dans leurs premiers essors, et de trouver dans les promesses de l'avenir quelques compensations aux mélancolies du passé qui s'éloigne.

Un jour ces jeunes gens eurent une bonne fortune. Aux côtés du Bâtonnier siégeait un illustre avocat américain. Si je vous dis que c'est un des hommes qui unissent toutes les grâces de la séduction à toutes les rigueurs du savoir, qu'il est en Europe, où il fréquente, l'un de ceux qui y prolongent avec le plus d'efficacité le rayonnement de votre vie intellectuelle, je serai, j'imagine, dispensé de nommer M. Georges Wickersham.

Il les écouta en connaisseur; il les apprécia avec son indulgence coutumière, il ne fit qu'un reproche: le silence du Bâtonnier. Il est dans ce concours l'un de ses privilèges.

Les victoires de ce concours, nous viennent dans l'allégresse de notre matin; elles gardent aux lointains de notre mémoire un charme unique. Je ne me reporte jamais sans émotion au temps où j'en connus la douceur, et mon jeune confrère M. Camille Bernard, qui les a connues après moi, bien après moi, rendrait un témoignage pareil.

L'un des emplois les plus utiles du temps pour un stagiaire est la défense des affaires où la gratuité est assurée aux plaideurs. L'extrême libéralité des lois a multiplié ces affaires. Tout homme poursuivi devant une juridiction répressive n'a qu'à le demander pour avoir un défenseur: la gratuité est de droit dans les affaires d'accidents du travail et de pensions de guerre, elle est prodiguée aux plaideurs qui font la preuve ou donnent l'illusion de leur indigence. C'est par dizaines et dizaines de mille qu'il faut compter les procès confiés ainsi à des avocats le plus souvent stagiaires. Admirable école pour ceux qui demandent à la vie ses grands enseignements, et qui trouvent là l'occasion de compléter leur instruction, de préparer les lendemains de leur carrière, mais en se pénétrant en même temps du sentiment profond de la solidarité humaine.

Encore au stage, ou plus tard inscrit au tableau de l'Ordre, l'avocat est soumis à des règles professionnelles étroites, dont la rigueur ne paraît excessive qu'aux impatiences intéressées à ne les pas comprendre, mais dont l'expérience assure l'incessante justification.

Nos pères se sont fait de l'avocat une conception très particulière dont j'ai essayé au Congrès de Winnipeg de définir brièvement l'originalité.

Ils ont cru que l'indépendance de l'avocat qui est, en tous pays, sa vertu primordiale, devait être rendue sensible à tous et à lui-même par la prohibition de tout ce qui pourrait devenir une occasion de la limiter. Pour être pleinement indépendant il leur a paru que l'avocat ne devait pas avoir de comptes à rendre, et créer le principe même d'une action éventuelle contre lui devant les tribunaux.

Pour n'avoir pas de comptes à rendre, pour n'être pas sujet à une action judiciaire, il faut n'avoir accepté aucune obligation contractuelle.

Tout contrat à l'occasion de sa profession est donc interdit à l'avocat; poussant au bout la rigueur on lui interdira tout ce qui peut créer un lien de dépendance.

De ce principe découle logiquement que l'avocat ne peut être le mandataire de son client. Il ne peut donc l'engager, signer pour lui, traiter en son nom; par contre, il ne lui devra pas de comptes d'une gestion qu'il n'a pas assumée. Il le conseille, il le dirige, il l'oriente, il défend sa cause dans la pleine autonomie de sa conscience; il le fait comme il croit devoir le faire et nul ne peut lui demander compte en justice de la mission remplie.

De ce même principe découle que le mandat qu'il ne peut accepter pour une affaire, il n'aura nulle part le droit de le recevoir, il ne pourra par exemple devenir l'administrateur d'une société.

Il s'ensuivra encore qu'il ne peut y avoir d'association entre avocats—alors que, sous des principes différents, vous ne concevez guère la profession que sous cette forme.

Qui ne se lie pas par contrat n'a pas le droit de prétendre lier les autres; qui n'admet pas contre lui-même l'action en justice à l'occasion de sa profession, ne peut la mettre en œuvre. Nos règles interdisent à l'avocat la réclamation de ses honoraires devant les tribunaux.

Je n'insiste pas. Ajoutons seulement que pour assurer l'observation de ses devoirs l'avocat est soumis à l'autorité du Bâtonnier d'abord qui consacre tous les jours plusieurs heures à l'administration de l'Ordre, instruit et règle lui-même le plus grand nombre des affaires de discipline, et défère les plus graves au Conseil de l'Ordre. L'avocat cité devant ce Conseil y est entendu personnellement et peut se faire assister d'un de ses confrères. Les peines vont de l'avertissement à la radiation: pour les plus importantes, la décision du Conseil est susceptible d'appel devant la Cour.

Telle est, en quelques traits généraux, l'organisation de notre Ordre. Je n'en aurais rien dit si j'avais le prétention de vous faire entrer dans la pleine connaissance de notre vie professionnelle; j'en ai peut-être trop dit si je songe à l'aridité du sujet.

Aussi bien je ne suis pas venu apporter un enseignement, mais rendre un témoignage, celui de la fraternité qui unit le barreau de Paris aux barreaux d'Amérique, dans leurs conceptions différentes de l'organisation professionnelle. J'ai tenu à ce qu'il fut rendu devant vous par le chef de l'Ordre.

Il est émouvant de le faire dans cette ville de Détroit, fondée naguère par nos concitoyens, où les souvenirs de France surgissent d'eux-mêmes dans la mémoire, et dont la prospérité fabuleuse donne à l'histoire de son développement les magnifiques invraisemblances de la légende.

Il est émouvant de le faire sur cette terre de la loi, où quand il fallut prendre les tragiques résolutions, ce n'est pas aux imaginations que l'on crut utile de parler pour les entraîner dans un élan d'enthousiasme, ce n'est pas aux intérêts qu'on s'adressa en éveillant la crainte de ce qui les menaçait s'ils restaient inertes, mais il fut dit que le droit était violé, et le cri retentissant aux loitains du territoire suffit à y provoquer l'ébranlement des consciences.

Il est émouvant de le faire devant ceux qui ont été dans ce culte du droit les éducateurs de la nation, devant ceux qui, demain dans le nouveau monde comme nous dans la vieille Europe, seront les ouvriers éphémères, mais incessamment remplacés, de la tâche éternelle de la justice, serviteurs inlassables et jamais découragés des deux grandes causes dont M. Hughes faisait l'autre jour une si saisissante apologie: "Liberty and Law."